



Bulletin du triage de Sibelin

Lyon le 25 mai 2026

Construire la riposte face à une extrême droite, qu'elle se nomme Bolloré ou Bardella, avide de détruire des libertés déjà bien bafouées

La pétition « Zapper Bolloré » contre la concentration de plus en plus grande de tous les médias dans les mains du milliardaire d'extrême droite a recueilli plusieurs milliers de signatures de professionnels du spectacle. Depuis, le président de Canal+, Maxime Saada, aux ordres de son patron Bolloré, a annoncé sa volonté de censurer tous les signataires, s'attirant une nouvelle salve de protestations.

Les milliardaires fachos à l'assaut des médias

Depuis plusieurs années, les milliardaires fachos rachètent maisons d'édition, chaînes de télé, titres de presse, sociétés de cinéma, auxquels ils imposent peu à peu leur ligne éditoriale haineuse. On comprend donc que les journalistes, écrivains, producteurs et artistes s'inquiètent de voir bridée la liberté d'expression et ils ont raison d'utiliser leur notoriété pour que leur protestation soit entendue.

Mais ce n'est pas d'hier que la liberté d'expression est bafouée ! La première censure, c'est le fric ! Sur quelle chaîne dénonce-t-on les sanctions contre tous ceux qui osent protester dans leur entreprise contre les liens de leur boîte et les exportations illégales d'armes vers Israël ? Ou contre ceux qui ont tout simplement donné publiquement leur opinion sur la politique de leur patron, les conditions de travail dans les ateliers ou les bureaux ? Où a-t-on vu relayées aux heures de grande diffusion les « protestations » que sont les débrayages, les grèves que nous faisons pour nous faire entendre ? Où sont les chaînes de télé d'information continue sur la situation des classes populaires ? La liberté d'expression appartient à ceux qui ont le fric et qui s'en servent pour défendre leurs intérêts !

La politique de l'extrême droite une fois au pouvoir

La façon dont un Bolloré contrôle les médias, imposant sa ligne éditoriale et ses hommes aux commandes, montre ce dont est capable l'extrême droite une fois qu'elle est aux commandes. Les maires du Rassemblement national ne se sont pas contentés de couper les budgets des associations qui ne leur plaisent pas, ils s'en sont très vite pris aux représentants des travailleurs, ici pour licencier deux militants syndicalistes, là pour tenter d'expulser les bourses du travail !

À la tête d'un pays, ils font bien pire. La politique de Trump n'est que cadeaux assumés aux plus riches, mais chasse à l'homme contre les travailleurs les plus précaires que sont les migrants. La politique barbare de l'État d'Israël de génocide et d'apartheid contre les Palestiniens s'accompagne d'une répression menée par le gouvernement d'extrême droite y compris contre les Israéliens qui protestent ou contre les courageux membres des flottilles pour Gaza, arrêtés en haute mer, humiliés, frappés, blessés, victimes de menaces de mort et de sévices sexuels. L'extrême droite est bien une menace mortelle pour les travailleurs !

Les gouvernants n'ont pas attendu l'extrême droite pour réprimer

Tout cela est donc inquiétant, mais n'est qu'une aggravation brutale d'une politique menée depuis longtemps par des dirigeants des partis de gouvernement, de la droite, du centre ou de cette gauche qui aspire au pouvoir au sein du capitalisme ! La loi Travail, c'était Hollande-Valls. La répression brutale des Gilets jaunes, les matraquages de lycéens en colère, c'était Macron. Les expulsions de travailleurs immigrés, les licenciements abusifs n'ont pas attendu Bolloré. En ce moment même, de nombreux militants sont menacés non seulement de licenciement, mais de sanctions judiciaires.

Le 20 juin prochain, il y aura une manifestation nationale à Paris à l'appel de nombreuses structures syndicales et politiques contre la répression patronale et d'État. Une première occasion de faire face, front ensemble contre tous ceux qui veulent nous ramener « à l'âge de pierre » des libertés fondamentales.

La direction d'Hexafret veut faire le tri

Sur le triage de Woippy, un OPF, reconnu pour sa combativité et ses engagements, est menacé de licenciement.

Ici, sur la région, d'autres collègues OPF se retrouvent également dans la même situation pour le moindre prétexte.

La direction d'Hexafret montre les muscles pour nous intimider. Elle espère nous faire marcher au pas pour préparer ses futures attaques... à nous de lui montrer que nous ne laisserons pas faire !

Le 10 juin, tous en grève pour nos salaires !

Pendant que Total et d'autres groupes capitalistes font des profits record, la hausse des prix du carburant continue de nous prendre à la gorge. D'autant plus lorsqu'on doit prendre quotidiennement la voiture pour aller travailler ! Et cette hausse de prix se répercute petit-à-petit sur tous les aspects de la vie quotidienne, notamment l'alimentation...

C'est parce que nous sommes nombreux à subir l'inflation de plein fouet qu'il est urgent de se coordonner pour aller tous ensemble arracher des augmentations de salaires, plutôt que s'épuiser chacun dans son coin à obtenir des primettes ! Le 10 juin, journée de grève nationale cheminote, ce sera déjà une première occasion de l'affirmer aux côtés de nombreux collègues !

Sur Radio Nova, Pierre-Emmanuel Barré soutient la grève des cheminots !

Une chronique qui change du cheminot-bashing ! On conseille de l'écouter !



Coup de soleil

Avec le réchauffement climatique, les fortes chaleurs arrivent de plus en plus tôt. Le mois de mai n'est même pas fini que la canicule a déjà commencé ! D'ailleurs, les conséquences sur le réseau n'ont pas tardé à apparaître. En plein week-end de la Pentecôte, des TGV entre Paris et le sud ont été fortement retardés suite à une rupture de caténaire. Résultat : des voyageurs bloqués, dans des trains parfois sans clim.

Les fortes chaleurs reviennent chaque année... le manque de moyens aussi !

Et le fait que le thermomètre monte de plus en plus annonce aussi la galère pour nous tous, sur nos différents sites... D'autant que des prévisions pour cet été annoncent des 50 degrés par endroit !

On ferait bien d'être emportés par une fièvre de combativité pour exiger des moyens et des conditions de travail à la hauteur des degrés !

Quand les obligations de quitter le territoire tuent

La France est le pays européen qui délivre le plus d'obligations de quitter le territoire à l'égard des migrants et des réfugiés de toutes sortes. Chaque année, entre 130 000 et 150 000 personnes sont visées par ces mesures. Même si elles sont moins à être mises en œuvre et exécutées faute d'accord avec les autres pays, lorsqu'elles le sont, elles peuvent tuer. C'est ce qui est arrivé à Ruben Torres, un Hondurien qui, menacé par des gangs, était venu trouver refuge auprès de son frère, à Bordeaux. Renvoyé au Honduras après le refus de sa demande d'asile, il a été abattu quelques jours après son retour.

C'est loin d'être un cas isolé. L'an dernier, à travers le monde, plus de 82 millions de personnes ont fui leur domicile, dont 32,3 millions du fait des guerres et des conflits de toutes sortes. Les réexpédier de force vers leur pays d'origine, c'est parfois les envoyer à la mort.

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Une info à nous transmettre, une remarque : écris-nous à lyonrhone@npa-revolutionnaires.org